

Les élèves décrocheurs moins nombreux

Entre 2011 et 2015, le taux de jeunes sortant du système éducatif a sensiblement baissé

Quand elle repense à son parcours scolaire, Aline (son prénom a été modifié), 18 ans et depuis deux ans, déjà, en rupture de formation, a le sentiment que « tout s'est joué très tôt ». Très tôt, le sentiment d'être en échec : « Dès le CP, en fait », confie-t-elle. Très tôt, aussi, la certitude de ne pas être à sa place. « J'avais peu d'amis à l'école, je me sentais seule... »

A l'entrée au collège, Aline se sent « perdue », « jamais au niveau » ; elle fait le choix de se faire oublier « au fond de la classe ». C'est en 4^e qu'elle commence à « sécher » d'abord une heure de cours (« souvent la première, je ne voyais pas l'intérêt de me lever »),

puis une matinée, jusqu'à enchaîner les journées enfermée chez elle. Elle passe pourtant en 3^e mais n'obtient pas son brevet. « La honte... » On lui propose une orientation en lycée professionnel. « J'ai eu le sentiment qu'on voulait me lancer dans la vie active, alors que je ne me sentais même pas une élève à part entière ! » Aline n'a jamais pris le chemin du lycée.

Aline fait partie des quelque 100 000 jeunes qui sortent chaque année, depuis 2015, du système éducatif sans diplôme de fin d'études secondaires (CAP ou baccalauréat). Avec l'impact que l'on sait sur l'estime de soi mais aussi un risque important d'inactivité ou de chômage de longue durée. Reste que le taux de jeunes sortant sans diplôme a baissé de 3 points entre

2011 et 2015, pour atteindre 13 % – soit 100 000 –, a salué le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) en présentant, jeudi 7 décembre, un état des lieux de la recherche sur le sujet, avec plusieurs enquêtes et rapports publiés vendredi 8 décembre.

Une myriade d'indicateurs

Les bonnes nouvelles sur l'école sont suffisamment rares pour être saluées : « Depuis 2008, dans une logique de continuité enjambant les échéances électorales et dépassant les clivages partisans, la lutte contre le décrochage (...) a commencé à porter ses fruits en France », observe la sociologue Nathalie Mons, présidente du Cnesco. *Le reflux concerne toutes les académies.*

Sous la droite, au début des années 2010, on estimait encore ces « perdus de vue » entre 140 000 et 180 000, voire plus. A la rentrée 2016, l'ex-ministre de l'éducation, Najat Vallaud-Belkacem, avait annoncé un passage « sous la barre symbolique » des 100 000, fixant l'objectif de 80 000. « Des marges de progrès sont encore possibles », estime Pierre-Yves Bernard, du Centre de recherche en éducation de Nantes, auteur d'un des rapports publiés par le Cnesco.

L'occasion pour cet universitaire de mettre en avant la complexité à définir et à estimer le décrochage qui recoupe une myriade d'indicateurs (éducation nationale, Insee, Eurostat, etc.) et une galaxie d'acteurs (école, jeunesse, emploi...). Au-delà des chiffres, les chercheurs décrivent le décrochage comme une expérience « d'autant plus douloureuse qu'une norme de la scolarité complète s'est aujourd'hui quasi imposée », relève M. Bernard.

Dans ce processus, on trouve des « facteurs » à risque qu'Aline n'a pas nécessairement connus (elle qui admet avoir « une famille qui la soutient ») : un contexte territorial difficile, un milieu social défavorisé. Le phénomène ne peut pas pour autant être réduit à des déterminismes socio-économiques. Les difficultés précoces d'apprentissage, le découragement, le désengagement, l'orientation contrainte pèsent aussi. Autant d'étapes qui ont jalonné le

parcours de la jeune fille.

L'absentéisme scolaire lourd, considéré comme un premier pas vers le décrochage, est un autre de ces facteurs. En se fondant sur le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), deux chercheurs de l'université de Liège, Christian Monseur et Ariane Baye, livrent un éclairage

inédit : 25 % des jeunes de 15 ans déclarent avoir séché certains cours, dans les deux semaines précédant les tests PISA. Et 11 % disent avoir volontairement manqué l'école durant une journée.

Ces chercheurs ont identifié un « effet de pairs » : un élève a près de 1,5 fois plus de risques de sécher si l'absentéisme est élevé dans son collège ou son lycée. Mais c'est leur mesure de l'« effet établissement » qui est particulièrement marquante. Et pour cause : le sentiment en France de se sentir à sa place dans son établissement est particulièrement bas. C'est même le plus faible comparativement aux 25 pays sur lesquels l'enquête a porté. Seuls 40 % des jeunes Français déclarent une bonne intégration, contre 73 % en moyenne dans l'OCDE. Une mesure comparative qui n'apparaît pas dans les données ministérielles.

En guise de préconisations, le Cnesco appelle, notamment, à développer la prévention. « Intervenir dès les premiers signes d'un possible décrochage, quand le jeune est encore dans l'établissement, est vital », défend Nathalie Mons. La jeune Aline a, elle, le sentiment d'être « totalement passée sous les radars ». ■

MATTEA BATTAGLIA

230 000

C'est le montant, en euros, du coût économique – pour la société tout au long de la vie adulte d'un décrocheur, selon une étude du cabinet de conseil Boston Consulting Group, datant de 2012.